

MedAfrique a interrogé Mme Traoré sur ces thèmes cruciaux et lui a demandé quelles devraient être les tâches prioritaires des Africains pour ne pas "rater le train de l'Histoire". (F.B'Chir)

Les réponses de Mme Aminata Traoré.

- *L'Afrique se trouve aujourd'hui, dans la recherche des solutions à ses propres maux (crises alimentaire, conflits, marginalisation dans l'économie mondiale, népotisme et corruption et son corollaire l'ingérence, l'accroissement des mesures policières sur la question des migrations) face à un contexte mondial nouveau : l'arrivée de Barack Obama, la crise financière mondiale, les doutes sur les relations avec le partenaire traditionnel, l'Europe (APE, migration). Quelles devraient être les premières tâches des Africains pour ne pas « rater le train de l'histoire»?*

Je voudrais commencer par faire remarquer que « le train de l'histoire » va droit dans le mur.

La prétendue moralisation du capitalisme financier qui est à l'ordre du jour n'y changera rien. La crise est systémique, les pays dominés et surexploités ayant été les premiers à en faire l'expérience avec la destruction de l'agriculture familiale et nourricière, de l'emploi et des écosystèmes.

Nous qui tentons depuis des années d'attirer l'attention de nos dirigeants, des Institutions internationales de financement (IFIS) et des grandes puissances sur le coût social, humain et environnemental sous nos cieux, n'avons pas été entendus. Mon essai intitulé « l'Etat ou l'Afrique dans un monde sans frontières » date de 1999.

Il y a, à mon avis, deux manières de lire l'Afrique et d'interpréter sa «marginalisation dans l'économie mondiale », la crise alimentaire, la corruption, les conflits, les flux migratoires et autres tragédies :

- Soit on admet le fait que le continent est projeté, comme d'autres régions du Sud, dans un système économique mortifère qui pille ses richesses, engendre le chômage, l'extrême pauvreté, la corruption et la violence ;

- Soit on fait fi de la nature destructrice du système capitaliste en prétendant que pour l'instant, on n'a rien de mieux, et qu'il suffit de bien en appliquer les règles, pour que tout aille bien dans le meilleur des mondes. C'est cette deuxième lecture qui est la plus courante et qui permet aux puissants de dégager leurs responsabilités, de juger et de classer les Etats élèves et clients que sont devenus les nôtres et de les sanctionner.

La démocratie, la gouvernance et les droits de l'homme sont instrumentalisés dans cette perspective.

Les dirigeants du Sud qui n'épousent pas le dogme libéral ont toutes les chances de subir les sanctions économiques, de mécontenter leurs concitoyens et de devenir « peu fréquentables » C'est dire jusqu'à quel point la crise n'est pas que financière et économique mais également politique et morale du fait du droit d'ingérence que les puissants s'octroient dans leurs rapports à nos pays.

La moralisation est déjà à l'œuvre lorsque il nous est notifié que la croissance sera au rendez-vous si nous nous organisons de manière plus « rationnelle ».

Les pays africains producteurs de coton ont appris à leurs dépens que les nations riches trichent : elles subventionnent leurs producteurs dans un contexte où nos Etats sont poussés à se désengager et à tout privatiser.

La liste des crimes économiques ainsi commis contre les peuples d'Afrique au nom de la croissance et de la compétitivité est longue. Mais ils ne doivent pas le savoir ni en débattre lors de ces élections qui entretiennent l'illusion de la démocratie par l'alternance sans que rien ne change quant à l'orientation des réformes économiques.

Dans un tel contexte, la question migratoire est révélatrice de l'invivabilité de nos pays, sauf pour la minorité d'acteurs politiques et d'opérateurs économiques qui ont tout à gagner dans leur rôle d'intermédiaires et d'alliés des grandes entreprises. Quant à la corruption, avant d'être financière, elle est d'abord politique dans la mesure où les financements de la communauté internationale récompensent « les bons élèves », qui excellent dans la mise en œuvre de politiques néolibérales et rendent compte à Washington, Bruxelles et Paris sans se sentir redevables vis-à-vis de leurs concitoyens.

- ***La force et le poids de l'Union européenne qui presse les Africains à signer des APE ne sont-ils permis que parce que la capacité de réaction des Africains est faible ?***

La crise du système est une raison plus qu'évidente pour nos pays de ne pas signer les Accords de Partenariats Economiques (APE) qui riment avec davantage de libre échange. Il y a même lieu de demander des comptes aux IFIS pour la mise à mort de l'Etat dans nos pays qui avaient et qui ont encore cruellement besoin de la puissance publique dans des domaines aussi stratégiques que l'éducation, la santé, l'agriculture, l'environnement... Diviser pour régner fait partie, comme on le sait, de la stratégie de l'Union Européenne (UE). Elle y parvient en raison de notre manque de lucidité politique, de courage et de solidarité.

Nous serons les dindons de la farce aussi longtemps que nos dirigeants et nos négociateurs continueront à revendiquer les solutions préconisées par des bailleurs de fonds qui roulent dans le sens de leurs intérêts propres. Chaque dirigeant entretient l'illusion de pouvoir s'en sortir mieux que le voisin en séduisant l'UE, les autres puissances occidentales et, à présent, les pays émergents.

- ***Nous avons lu un texte assez fort sur le Zimbabwe. Défendez-vous Robert Mugabe ? Dans ce cas, les dirigeants « peu fréquentables » sont légion. Ou bien défendez-vous surtout le droit souverain d'un Etat, le Zimbabwe, contre l'ingérence extérieure ?***

L'appel pour la levée des sanctions économiques contre le Zimbabwe que des dizaines de personnes (dont de nombreux intellectuels, militants et des artistes) ont signé est suffisamment éloquent quant à ma lecture de la situation de ce pays martyrisé par la Grande Bretagne, les Etats Unis d'Amérique et l'Union Européenne (UE).

On aura rarement assisté à une telle stigmatisation et à la personnalisation à outrance du débat politique sans que référence soit faite à la terre, l'enjeu majeur du conflit entre les fermiers blancs et le régime de Robert Mugabe.

En plus de la désinformation qui nuit à la crédibilité des médias dominants, il est inacceptable de voir l'Occident infliger des sanctions économiques à un Etat en l'empêchant ainsi de nourrir, d'éduquer et de soigner sa population, juste parce qu'il veut que celle-ci se débarrasse du dirigeant qu'il juge infréquentable.

- *Si vous étiez Zimbabwéenne, accepteriez-vous de vivre sous le régime de Mugabe ?*

Si j'étais Zimbabwéenne ? Je me sens Zimbabwéenne parce que persuadée que mon pays, le Mali ou n'importe quel autre pays africain, aurait subi et pourrait subir le même sort que le Zimbabwe en allant à l'encontre des intérêts des pays dominants. La bonne organisation des élections ne change rien à cette donne, puisque le débat politique porte rarement sur la conformité des politiques économiques avec les intérêts véritables des Africains.

L'Afrique peut faire face à la situation actuelle en son sein comme dans ses rapports avec le monde extérieur en puisant en elle-même ces forces et ces valeurs de société et de culture qui lui ont permis de survivre à bien des agressions. Elle y parviendra en misant sur les femmes et les jeunes dont tout le monde parle sans jamais leur donner les moyens et la latitude de comprendre l'état réel des lieux et de s'investir dans la recherche d'alternatives crédibles.

Propos recueillis par : Fathi B'Chir